

Pierre Laurent. « Si on s'unit, le vote utile, ce sera nous »

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SÉBASTIEN CRÉPEL ET JULIA HANLAOUI
MARDI, 4 OCTOBRE, 2016
L'HUMANITÉ

« Il n'est pas trop tard pour additionner les énergies pour 2017 », déclare Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, qui lancera un appel, samedi, à rendre incontournable le rassemblement de la gauche critique. Entretien.

Samedi, les résultats de la consultation citoyenne menée par le PCF pour un projet de gauche pour 2017 seront présentés. Quel enseignement en tirez-vous ?

PIERRE LAURENT C'est un événement majeur. Écouter le peuple, lui donner la parole, tout le monde en parle mais qui le fait vraiment ? Nous estimons avoir rencontré 400 000 citoyens. 65 000 d'entre eux ont rempli intégralement la consultation. Les résultats, auxquels nous avons travaillé avec l'institut ViaVoice, montrent la profondeur des exigences populaires, celles d'une France protectrice et solidaire face à l'urgence sociale. Le 8 octobre, nous réaliserons en direct sur Internet une grande émission en présence de plusieurs centaines de ces participants. En conclusion, je présenterai les axes pour un projet populaire possiblement commun à toutes les forces de gauche et citoyennes que nous voulons rassembler. Puis nous entrerons en campagne sur ces axes en continuant à interpeller toutes ces forces sur la construction d'un cadre commun.

Vous avez appelé à la rédaction d'un « pacte d'engagements commun », n'est-il pas trop tard alors que chacun des candidats déclarés à la présidentielle déroule son propre programme ?

PIERRE LAURENT Pourquoi serait-il trop tard pour additionner les idées et les énergies ? Au contraire, puisque chacun a travaillé, le temps est venu de confronter nos idées pour rendre plus pertinent le projet commun. À sept mois de la présidentielle, l'heure n'est pas à se résigner à la défaite que nous promettent chaque jour les enquêtes d'opinion si le paysage des candidatures reste ce qu'il est aujourd'hui. Rien ne nous fera renoncer.

En vue de la conférence nationale du 5 novembre, le Conseil national du PCF a défini trois hypothèses à examiner pour la présidentielle : décider du candidat plus tard, soutenir Jean-Luc Mélenchon ou investir un candidat communiste. Depuis votre congrès en juin, de nouveaux éléments permettent-ils d'éclairer le choix à faire ?

PIERRE LAURENT Je veux être précis sur les décisions prises lors de notre Conseil national. Notre première décision, la plus fondamentale, est de tout faire dans la durée pour rassembler les forces de progrès autour d'un projet commun. Ces forces sont nombreuses. Elles se sont mobilisées contre la loi travail, ont mis en échec le projet de déchéance de nationalité, et elles

défendent tous les jours les services publics. Mais le quinquennat de François Hollande en a jeté une grande part dans le désarroi et la désunion politique. Nous voulons donc reconstruire l'unité de ces forces pour un projet de gauche en rupture avec le libéralisme. Sinon, nous assisterons à la qualification des seules forces de droite et d'extrême droite qui canaliseront la colère populaire contre le pouvoir actuel, et le résultat sera gravissime. A-t-on vraiment conscience de ce qui nous attend ? Ce ne serait pas la simple répétition de 2002, mais la victoire conjuguée de forces de droite et d'extrême droite décidées à miner les fondamentaux d'égalité et de liberté de la République. Jamais les communistes ne prendront la responsabilité de banaliser une telle perspective. Notre deuxième décision découle de ce choix fondamental. Il s'agit d'instruire les options en débat chez les communistes, en discutant des conditions dans lesquelles elles pourront nous permettre d'avancer vers l'objectif que je viens d'énoncer. Ces hypothèses ne sont pas à prendre ou à laisser, elles peuvent être enrichies par le débat, complétées, et c'est la conférence nationale qui formulera à l'issue de ce débat les choix qui seront soumis aux communistes, pour répondre aux trois questions : comment construire le rassemblement nécessaire, quelle candidature à la présidentielle et quelle campagne pour les législatives.

Le premier objectif qu'affiche le PCF pour 2017 est de battre la droite et l'extrême droite. Cela est-il possible alors que, dans la meilleure configuration, il y aura aussi un candidat social-libéral ?

PIERRE LAURENT Justement, le danger de division n'en est que plus grand. Or, j'insiste : le danger qui menace n'est pas celui d'une alternance banale. Si nous sommes devant ce danger, c'est à cause de la faillite du projet social-libéral. Je crois qu'un large rassemblement des forces de gauche prêtes à rompre avec cette dérive isolerait une telle candidature et relancerait l'espoir populaire. Nous ne serions plus dans la situation de se partager un électoral de gauche en recul, mais devant la possibilité de remobiliser des millions d'électeurs qui retrouveraient confiance et espoir dans l'avenir.

Pour vous, le danger que représente la droite est-il le même quel que soit le vainqueur de sa primaire ?

PIERRE LAURENT Oui, bien sûr, car, que ce soit Sarkozy, Juppé, Fillon ou Le Maire, chacun porte les mêmes programmes d'offensive antisociale et ultralibérale. Il y a des différences au sein de la droite sur le thème de l'identité nationale que je ne néglige pas, mais les candidatures s'additionneront et le poids de l'extrême droite restera là.

La direction du PS pointe aussi le danger d'une droite radicalisée. Ne craignez-vous pas que l'appel au « vote utile » soit le plus fort ?

PIERRE LAURENT Si nous atteignons notre objectif, le vote utile, ce sera nous.

N'est-ce pas tard pour entrer en campagne, quand d'autres n'ont pas attendu ?

PIERRE LAURENT En œuvrant pour le rassemblement, en consultant les citoyens, nous sommes en campagne. Beaucoup apprécient notre démarche. Les forces dominantes veulent imposer un scénario dont le pays n'a aucune envie. La majorité des gens que nous rencontrons ne se reconnaissent pas dans les candidatures telles qu'elles se présentent. Au contraire, l'aspiration à voir converger les forces de gauche qui ont refusé la dérive gouvernementale est très présente. Mais tout est fait pour anesthésier cette exigence et l'empêcher d'émerger. Nous voulons permettre aux forces de la gauche populaire et sociale de retrouver du pouvoir sur les choix de 2017, alors qu'on veut les réduire à un choix par défaut.

Vous souhaitez entrer en campagne pour les législatives, comment cela est-il possible sans décision définitive pour la présidentielle ?

PIERRE LAURENT La présidentielle et les législatives sont deux élections différentes même si, par la nature des institutions, elles sont désormais liées. Mais quel est ce lien, si ce n'est la dévalorisation des législatives, ravalées au rang de sous-élection présidentielle ? On intime aux électeurs de ne répondre qu'à une seule question : de quel député le président élu a-t-il besoin ? Nous voulons faire réfléchir à une autre question, bien plus démocratique : de quel député avez-vous besoin pour porter vos exigences ? Il faut rétablir le lien direct entre l'Assemblée nationale qui vote les lois et le peuple, qui a été rompu par la présidentialisation.

Jean-Luc Mélenchon se dit convaincu que la direction du PCF a fait le choix de ne pas le soutenir à la présidentielle. La porte est-elle encore ouverte de votre côté ?

PIERRE LAURENT Toutes les portes sont ouvertes. Notre unique boussole est la construction d'un mouvement majoritaire pour un changement de gauche. La thèse d'un choix caché de la direction du PCF est une lubie. Notre seule décision jusqu'ici, et c'est un choix politique, a consisté à ne pas mettre un candidat dans la discussion pour donner toutes ses chances au rassemblement le plus large. Cela nous honore, et j'ai senti à la Fête de l'Humanité l'écho et le respect que cela suscite. Mais, si nous n'avons pas de candidat, nous avons des idées, un projet et une pratique de rassemblement sans lesquels une victoire de gauche est impossible en 2017. Pour construire du commun, il faut un cadre acceptable par tous. Nous en avons construit un, le Front de gauche. La France insoumise est un autre projet, celui d'un mouvement politique unique s'imposant aux partis. Nous respectons le choix de nos partenaires potentiels qui s'y engagent, mais ils doivent accepter de travailler avec les forces qui ne se reconnaissent pas dans ce cadre : le Parti communiste, d'autres composantes du Front de gauche et des forces écologistes, socialistes, citoyennes d'accord pour faire route commune. J'espère que nous avancerons dans les semaines à venir.

D'autres candidats, au PS et chez Europe Écologie-les Verts (EELV), sont engagés dans la primaire de leur parti. L'exigence d'un rassemblement peut-elle encore trouver de l'écho de ce côté ?

PIERRE LAURENT Rien n'est joué pour 2017. Je suis convaincu qu'elle peut s'imposer au-delà des logiques des primaires propres à chaque parti. Les blocages sont liés à la logique présidentielle qui fait de la construction du projet la question seconde, après la désignation du candidat. Dans un mois, EELV aura désigné son candidat, et rien ne sera réglé : la discussion devra reprendre. Au PS, ceux qui ne veulent plus de François Hollande restent plongés dans l'incertitude sur l'issue de leur primaire. Il faut donc continuer l'effort dans la durée et, d'ici là, faire entendre le plus fortement possible les exigences communes. C'est le sens de notre consultation citoyenne. Cela doit maintenant se poursuivre par des appels, des pétitions, des réunions locales. J'encouragerai toutes ces initiatives et le 8 octobre je lancerai un nouvel appel en ce sens.

Pensez-vous que de nouvelles personnalités puissent s'engager pour faciliter ce rassemblement ?

PIERRE LAURENT Je rencontre tous les jours des personnalités de toute la gauche sociale, politique, citoyenne, qui s'inquiètent de la situation actuelle. Certaines étaient à la Fête de l'Humanité, beaucoup sont réunies dans l'Appel des cent, et puis il y a des syndicalistes, des artistes, et aussi des socialistes qui n'osent pas toujours s'exprimer publiquement. Les conditions existent pour que ces personnalités prennent des initiatives nouvelles, j'en parle avec elles.

Des communistes ont déjà fait savoir leur préférence pour la présidentielle. N'y a-t-il pas un risque de division ?

PIERRE LAURENT Il y a très naturellement dans notre parti des opinions diverses qui s'expriment. Mais j'entends la très grande volonté d'unité des communistes. Ce que nous avons à décider, ce n'est pas seulement d'un nom, c'est une démarche globale. Je suis certain que la discussion fera progresser l'immense majorité des communistes vers une position qui les rassemble. Une fois de plus, ceux qui croient nous diviser seront déçus.

Quelle que soit l'option pour la présidentielle, le PCF aura-t-il un apport propre à faire valoir ?

PIERRE LAURENT C'est évident. Le Parti communiste est une grande force politique qui compte des dizaines de milliers de militants actifs tous les jours sur le terrain, des milliers d'élus locaux, près de trente parlementaires. Notre voix et nos propositions sont indispensables à la crédibilité d'un projet de gauche, notamment dans la lutte contre la finance, qui sera la clé de voûte de notre projet.

Sur l'Europe, si la rupture avec les dogmes libéraux et l'austérité sont partagées à gauche, les moyens pour y parvenir font débat. Une entente est-elle possible ?

PIERRE LAURENT L'Union européenne est dans l'impasse. Elle se disloque sous la pression conjuguée des forces libérales et des forces nationalistes et xénophobes. Si la France veut retrouver une politique de progrès social, de relance productive, agricole, de transition écologique, elle doit engager la bataille pour changer les règles internationales, redéfinir son engagement en Europe en se battant pour un nouveau projet. Le débat sur ce nouveau mandat européen de la France devrait être mené avec tous les Français en 2017. Au-delà, nous proposons l'écriture citoyenne d'un nouveau traité en vue des élections européennes de 2019. Cet objectif peut devenir commun à tous.

Pour nombre de candidats à gauche, la question du « made in France » est déterminante. Est-elle la réponse à la désindustrialisation ?

PIERRE LAURENT Elle est une part indispensable de la réponse, mais elle n'épuise pas notre vision industrielle. Je visiterai demain l'entreprise Ecopla à Grenoble. Elle possède un savoir-faire unique en France et elle est abandonnée par les pouvoirs publics, pillée par ses actionnaires. La défense de notre savoir-faire productif est un enjeu central. Mais nos atouts doivent être mis au service de deux objectifs : produire mieux et autrement, et produire en coopération avec d'autres à travers le monde, en partageant les savoir-faire au lieu de se piller dans la guerre économique.

Les idées rétrogrades de repli autour d'une identité fantasmée ont le vent en poupe. Comment y faire face ?

PIERRE LAURENT La France est angoissée. Et cette peur de l'avenir est instrumentalisée. L'identité présumée à laquelle certains se réfèrent est redéfinie de manière rabougrie en travestissant l'histoire de notre pays, de ses racines multiples. Cette rhétorique n'est que le masque d'un projet de division des Français entre eux, et plus généralement des travailleurs de tous les pays, pour imposer la discrimination, le dumping social, la sous-citoyenneté comme on le voit avec les campagnes indignes contre les musulmans de France ou contre des réfugiés venus chercher asile chez nous. Ceux qui portent ces projets mettent en cause la France, ils ne la défendent pas. En 2017, portons le projet d'une France qui aborde avec audace son ouverture au monde et son histoire.